
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59586

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

la crise ressortent avec netteté de deux documents significatifs: un rapport de l'ambassadeur de France; un autre de son collègue américain (26 avril, 19 juin 1938).

La Conférence de Munich, à laquelle elle n'a pas été invitée, irrite la Pologne, qui adresse un ultimatum à Prague (tout en envisageant un instant – détail jusqu'alors inconnu – d'aider militairement une Tchécoslovaquie qui rejeterait les accords). Beck redoute que l'Allemagne, dans la foulée, ne s'attribue Teschen et le nœud de Bohumin. Quant à l'URSS, on peut supposer avec un fort degré de vraisemblance qu'en cas de guerre franco-allemande Staline, comme il le fit un an plus tard, aurait marchandé avec Hitler le sort de la Pologne; l'établissement d'une frontière commune tchéco-soviétique ne pouvait s'effectuer qu'au détriment de cette dernière; enfin l'absence de réponse de Moscou à l'offre du Roumain Cornène de laisser passer les troupes soviétiques par le territoire de son pays est révélatrice.

Pour A. M. CIENCIALA, la Pologne n'aurait joué dans la crise de Munich qu'un rôle secondaire, et suivi une politique en phase avec son opinion publique; elle n'aurait recouru à l'ultimatum pour imposer ses revendications que par crainte de devoir accepter Teschen en cadeau d'un Hitler qui, en contrepartie, aurait tenté d'obtenir de Varsovie des concessions territoriales. Conclusion qui nous paraît tenir d'un plaidoyer *pro domo* laborieux, et que contredisent les jugements sévères d'un Léon Noël.

Si les communications du W. W. I. C. présentent le plus haut intérêt, nous émettons toutefois quelques observations. D'abord à propos de l'utilisation de certains documents: nous avons personnellement montré dans notre ouvrage (*La France et Munich*, p. 155–156, 196) que ces documents soulèvent une suspicion légitime (peut-être ont-ils été rédigés après coup par Bonnet pour justifier sa politique?). Des faits importants sont passés sous silence: ainsi la mission secrète en France de Nečas (*Ibid.* p. 198–200) peut expliquer le revirement de Daladier lors de la réunion franco-britannique du 18 septembre; aucune allusion n'est faite au «communiqué» du Foreign Office du 26 septembre (*Ibid.* p. 234–238) dont le ton ferme déplut à Bonnet, qui jeta le doute sur son authenticité. Nous avons dit à quel point nous ne partageons pas l'interprétation donnée à l'action de la diplomatie polonaise dans les heures qui suivirent Munich. Enfin, l'attitude de l'URSS en 1938 ne pourra être définitivement élucidée tant que les archives ex-soviétiques n'auront pas livré tous leurs secrets.

YVON LACAZE, Paris

Ulrich HÖVER, *Joseph Goebbels: ein nationaler Sozialist*, Bonn, Berlin (Bouvier) 1992, 496 p.

Soutenue en 1990/91 à l'Université de Bonn, cette thèse préparée sous la direction du professeur Hildebrand se réfère dès l'introduction à la lucidité (*Nüchternheit*) du conservateur méfiant envers tout projet terrestre d'un nouveau monde, que ce dernier lui aurait enseigné. De là la question que l'on peut se poser d'emblée à la lecture de cet ouvrage si la démonstration d'un Goebbels «socialiste national révolutionnaire» et non opportuniste, comme le voient la plupart des historiens, ne vise pas à donner plus d'importance qu'elle n'en eut effectivement à l'aile «révolutionnaire» du nazisme par rapport au rôle des élites conservatrices du régime.

A partir du *Journal* de Goebbels et de ses diverses publications, l'auteur recourt à une méthode «phénoménologique» pour suivre, dans une première partie, la formation des conceptions politiques du jeune Goebbels jusqu'en 1924 puis, dans une seconde partie, l'application de celles-ci dans le contexte du mouvement nazi jusqu'à son arrivée au pouvoir en 1933. Un dernier chapitre d'une cinquantaine de pages, intitulé «Entre impuissance et radicalisation: un révolutionnaire au sein du régime hitlerien (1933–1945)» montre que sa conception d'une fusion totale de l'Etat et du parti au profit de ce dernier, de même que ses vues en politique étrangère s'inscrivent dans la continuité de sa conception d'un «pouvoir révolutionnaire». Ce qui expliquerait, selon l'auteur, ses réticences envers toute aventure susceptible d'entraîner une nouvelle guerre qui pourrait mettre en cause ce pouvoir. Même si, à partir de

1939 et les premiers succès de la stratégie hitlerienne, il en escompte l'anéantissement de la domination mondiale de la »ploutocratie«. Conception qui l'oppose en 1940 à Hitler désireux, après l'écrasement de la France, d'arriver à une entente avec l'Angleterre. Malgré son aversion pour la »terreur rouge« des bolcheviques, Goebbels admire leur volonté d'épuration anticapitaliste tout en hésitant encore en 1940 entre une »coopération possible avec Moscou« – y compris dans la liquidation des Juifs et un règlement de comptes définitif avec l'URSS. Même après l'invasion de celle-ci, il ne cache pas son admiration pour la force d'entraînement de la propagande soviétique dans la mobilisation populaire dont il fait d'ailleurs le pivot de sa propre propagande en faveur de la »guerre totale«. Ses mises en garde contre les illusions et une appréciation trop optimiste de la situation militaire allemande auraient été à l'encontre des vues d'Hitler, des communiqués de la Wehrmacht et d'une large fraction de la population. De même aurait-il estimé qu'il était nécessaire d'offrir des perspectives positives aux populations soviétiques. Plutôt que de les traiter en barbares, ce qui ne pouvait que renforcer leur volonté de lutte, il convenait, selon Goebbels, d'envisager une paix séparée avec Staline afin d'en finir avec une guerre sur deux fronts impossible à gagner. A noter que toutes ces citations, censées illustrer ce qui différencie le »révolutionnaire Goebbels« du »dogmatisme racial« d'Hitler, sont extraites du Journal de Goebbels nullement destiné alors à la publication. La démonstration eut été plus convaincante étayée – hypothèse fort improbable – par des textes publics de Goebbels en ce sens après 1933. De sorte que l'on finit par se demander si la continuité établie par Höver entre le jeune militant Goebbels déplorant en 1925 l'affrontement entre communistes et nazis ainsi que la perspective d'un conflit germano-russe »provoquant une effusion de sang pour le profit du capitalisme occidental« et les déclarations du dignitaire nazi des années 30–40, notant encore en février 1943 que l'Angleterre espérait imposer sa prédominance à la faveur du combat sans merci que se livraient nazis et bolcheviques, ne tend pas à accréditer l'amalgame devenu courant entre les deux régimes. Car, en fin de compte, que Goebbels ait été un opportuniste ou, selon Höver, un »socialiste national révolutionnaire«, on ne voit pas très bien en quoi ses divergences avec Hitler, pas plus que celles des élites conservatrices qui ont soutenu et servi le régime, ont infléchi en quoi que ce soit l'orientation voulue par Hitler dont ils ont reconnu la suprématie et appliqué jusqu'au bout les directives.

Rita R. THALMANN, Paris

Robert A. POIS, *La religion de la nature et le national socialisme*, traduit de l'anglais par Jennifer MERCHANT et Bernard FRUMER, Paris (Les Editions du Cerf) 1993, 240 S. (Passages).

Mit der Übersetzung aus dem Amerikanischen ins Französische wurden die beiden Elemente im Originaltitel des Buches von Robert A. Pois (*National Socialism and the Religion of Nature*) vertauscht: Das katholische Pariser Verlagshaus Les Editions du Cerf sah in diesem Buch wohl vor allem eine Untersuchung der möglichen Auswirkungen einer »Naturreligion« in der modernen Industriegesellschaft, und erst in zweiter Linie einen Beitrag zur Erforschung des Nationalsozialismus. Der Autor hingegen wollte offenbar beides leisten. Pois hat sich als ein Schüler von George L. Mosse für die NS-Weltanschauung interessiert, welche er als eine – zumindest den Hauptakteuren – bewußte Rebellion gegen die überlieferten Werte der jüdisch-christlichen abendländischen Tradition interpretiert. Die Virulenz der nationalsozialistischen Ideologie erklärt er dadurch, daß sie sich als endgültige, quasi religiöse Synthese von Geist und Natur, von Wissenschaft und Mystik verstand. Ihr pantheistischer (und zugleich biologistischer) Kult der Natur habe zur Folge gehabt, daß der Mensch aus der Verantwortung für sein Handeln entlassen wurde, die die jüdisch-christliche Tradition ihm auferlegt hatte. Mit sogenannten Naturgesetzen und mit der mystischen Formel »Alles ist Leben« habe sich schließlich jede Maßnahme zur Förderung der »arischen Rasse« ethisch rechtfertigen lassen – auch und gerade der Massenmord an den Juden.